



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-barthélemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le
22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANOTEC

ZI de la Croix Cadeau
13 rue Paul Langevin
49240 Avrillé

Références : 2026-241_GALVANOTEC_INSP_RAP
Code AIOT : 0006306523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement GALVANOTEC implanté ZI de la Croix Cadeau 13 rue Paul Langevin 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre de l'action nationale 2026, de l'inspection des installations classées, liée aux autorisations de chromates.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOTEC

- ZI de la Croix Cadeau 13 rue Paul Langevin 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006306523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GALVANOTEC exploite sur la commune d'Avrillé, dans la Z.I. de la Croix Cadeau, un établissement spécialisé dans le traitement de surfaces principalement pour les secteurs industriels de la connectique et de l'aéronautique, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 août 2012.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 Autorisations chromates utilisateur aval

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Numéro d'autorisation et étiquetage	Règlement européen du 18/12/2006, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS	Règlement européen du 15/12/0006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Mesures de maîtrise des risques et programmes de surveillance	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation et usage	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1	Sans objet
6	Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place un certain nombre de mesures de maîtrise des risques et de surveillance quant à l'utilisation de Chrome VI dans son activité de traitement de surface. Des actions sont à poursuivre afin de se conformer aux prescriptions liées aux émissions atmosphériques.

Par ailleurs, en tant qu'utilisateur aval, certaines informations sont à confirmer auprès de son fournisseur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation et usage

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :</p> <p>a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ;</p> <p>ou</p> <p>b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ;</p> <p>ou</p> <p>c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou</p> <p>d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ;</p> <p>ou</p> <p>e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société GALVANOTEC dispose d'une ligne de chromatisation qui comprend un bain d'un volume de 900 l avec 15 g/l de Bonderite M-CR 1200 (alodine 1200) comprenant du trioxyde de chrome (Cr VI). Le produit Bonderite M-CR 1200 est fourni sous forme solide (poudre) par la</p>

<p>société HENKEL.</p> <p>La société GALVANOTEC emploie donc en tant qu'utilisateur aval, une substance listée à l'annexe XIV du règlement REACH, concernée par une décision d'autorisation de la Commission Européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trioxyde de chrome (CAS: 1333-82-0) via la décision d'autorisation C(2025)94 du 25 janvier 2025. <p>La filière à laquelle appartient GALVANOTEC s'est organisée autour du consortium ADCR (Ré-autorisation des Chromates pour l'Aéronautique et la Défense) suite à la décision de la cour de justice de l'Union Européenne du 20/04/2023 (C-144/21) portant annulation partielle de la décision d'exécution C(2020) du consortium CTACSub.</p> <p>La société GALVANOTEC a présenté à l'inspection un courrier de son fournisseur HENKEL, en date du 12/11/2025, confirmant l'affiliation de son autorisation au dossier 337 (n°autorisations REACH/24/61/0 à /8) pour une utilisation du trioxyde de chrome liée au revêtement par conversion chimique.</p> <p>L'entreprise HENKEL se positionne en tant que fournisseur/formulateur (préparateur de mélange) et donc utilisateur aval dans la chaîne d'approvisionnement du trioxyde de chrome et non comme bénéficiaire des autorisations REACH/24/61/0 à /3 qui couvrent l'utilisation de ladite substance dans la décision C(2025)94 du 25/01/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.</p>
<p>Constats :</p> <p>En tant qu'utilisateur aval, la société GALVANOTEC a transmis à l'inspection les déclarations à l'ECHA suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • n°MV633951-06 du 23/03/2026 concernant le trioxyde de chrome et la décision C(2025)94 du 20 janvier 2025; • n°JZ638193-04 du 01/04/2026 modifiant la précédente déclaration (erreur de saisie, dans la précédente déclaration, du n° d'autorisation REACH relatif à HENKEL à savoir REACH/24/61/3 dans la décision (C2025)94 du 20 janvier 2025. <p>Cette déclaration vient remplacer la n°BX850928-99 du 07/07/2021 consécutive de la décision C(2020).</p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n°1 du présent rapport, la société HENKEL, qui fournit le BONDERITE M-CR 1200, est positionnée en tant qu'utilisateur aval du trioxyde de chrome dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie aérospatiale et de la défense. De fait la société HENKEL doit également avoir effectué une notification à l'ECHA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 1 mois, la notification à l'ECHA de soumission de l'entreprise HENKEL soit :

- à la décision C(2025)94 du 20/01/2025 et au numéro d'autorisation REACH/24/61/3;
- à la décision C(2025)73 du 20/01/2025 et au numéro d'autorisation REACH/24/65/4.

Il convient également d'interroger l'entreprise HENKEL sur l'absence de référence, au sein de la Fiche de Données de Sécurité n°46682 révisée le 02/06/2025, à la décision d'autorisation C(2024)7408 du 28/10/2024 octroyant l'autorisation REACH/24/48/2 à la société Henkel Global Supply Chain B.V.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Numéro d'autorisation et étiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

Prescription contrôlée :

b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévu

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de données de sécurité (FDS) pour le produit Bonderite M-CR 1200 composé de 20 à 35 % de trioxyde de chrome. La version de cette FDS date du 02/06/2025. Pour rappel, le fournisseur HENKEL a adressé un courrier à la société GALVANOTEC, en date du 12/11/2025, relatif à la décision C(2025)94 du 20/01/2025 et au numéro de dossier n°337 correspondant au bénéficiaire HENKEL.

Ainsi les numéros d'autorisation mentionnés dans la FDS sont les suivants:

- REACH/24/60/2 relatif au numéro d'autorisation de CROMITAL S.P.A dans la décision C(2025)95 du 20/01/2025 pour l'utilisation du trioxyde de chrome dans le scellement des anodes dans l'industrie aéronautique et de la défense et ses chaînes d'approvisionnement ;
- REACH/24/61/3 relatif au numéro d'autorisation de CROMITAL S.P.A, dans la décision C(2025)94 du 20/01/2025 pour l'utilisation du trioxyde de chrome dans le revêtement par conversion chimique dans l'industrie aéronautique et de la défense et ses chaînes d'approvisionnement;
- REACH/24/62/2 relatif au numéro d'autorisation de CROMITAL S.P.A dans la décision C(2025)96 du 20/01/2025 pour le rinçage au chromate après phosphatation dans l'industrie aéronautique et de la défense et ses chaînes d'approvisionnement.

Pour chacune de ces décisions, l'entreprise HENKEL se positionne en tant que fournisseur et utilisateur aval dans la chaîne d'approvisionnement du trioxyde de chrome, via le produit Bonderite M-CR 1200, et non comme bénéficiaire (porteur) d'une autorisation.

Au cours de la visite, l'inspection constate que le numéro d'autorisation présent sur les

emballages du produit Bonderite M-CR 1200 n'est pas conforme à la FDS et à la décision C(2025)94 du 20/01/2025. En effet le numéro REACH/20/18/17 est inscrit. Ce numéro d'autorisation est relatif à la décision C(2020)8797 du 18/12/2020, annulée en 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, sous 7 jours, à l'inspection, le justificatif d'envoi d'un courrier auprès de son fournisseur HENKEL pour une demande d'actualisation, sur l'emballage des produits avec trioxyde de chrome, du numéro d'autorisation délivré par la décision C(2025)94 du 20/01/2025 pour l'utilisation de ladite substance dans le revêtement par conversion chimique dans l'industrie aéronautique et de la défense et ses chaînes d'approvisionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 15/12/0006, article 37.5

Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la FDS révisée par HENKEL le 02/06/2025 pour le produit Bonderite M-CR 1200.

Après examen du document, l'inspection constate que le fournisseur du produit et de la FDS, HENKEL a uniquement repris les articles de la décision d'autorisation C(2025)94 du 20/01/2025. Comme le prévoit le rapport de sécurité chimique (CSR) de novembre 2022 les scénarios d'exposition élaborés par le consortium ADCR doivent être repris dans les fiches de données de sécurité afin d'être appliqués par les utilisateurs aval. En l'état la FDS transmise par HENKEL n'est pas conforme sur ce point.

En termes de prévention des risques professionnels, les scénarios et procédures affiliées qui concernent la société GALVANOTEC sont les suivants:

- Opérateurs de ligne,
- Travailleurs dans la zone de stockage,
- Techniciens de laboratoire,
- Personnel d'entretien et/ou de nettoyage,
- Travailleurs exposés accidentellement.

En termes d'organisation du travail, l'exploitant indique à l'inspection que:

- les techniciens du laboratoire sont en charge de la gestion du stock de Bonderite, de la préparation du mélange comprenant ledit produit, de la préparation du bain d'alodine, de l'échantillonnage des bains de traitement de la ligne de chromatisation et de l'analyse en laboratoire des échantillons des bains de la ligne de chromatisation.
- Les opérateurs de ligne sont formés et effectuent en semi-automatisation, les opérations d'accrochage des pièces et traitement de surface par immersion.
- Au total 7 personnes sont formées et habilitées pour accéder aux bains contenant du Chrome VI.

En termes de gestion du stock de produit avec Chrome VI (Bonderite M-CR 1200);

- L'inspection constate que le produit est stocké dans une armoire ventilée, dédiée aux comburants, sur rétention avec un affichage conforme. Les emballages sont fermés hermétiquement. L'armoire est implantée dans une zone de stockage à accès limitée.
- Au total 7 personnes sont formées et habilitées pour accéder au stockage de produits contenant du Chrome VI.

En terme de préparation du mélange et d'analyse des échantillons des bains;

- La préparation du mélange est effectuée dans le laboratoire, sous sorbonne, avec port d'équipement de protection individuelle-EPI (masque avec filtre type P). L'exploitant a transmis à l'inspection le devis signé n° D-251117-01 du 17/11/2025, avec AEGIS PLATING, pour l'installation d'une cabine de préparation avec système d'aspiration spécifique pour les préparations avec poudre Cr VI. L'installation de ladite cabine est planifiée pour mai 2026 Cette cabine sera positionnée à proximité de l'armoire de stockage du produit avec Cr VI. Une mesure des valeurs limites d'expositions professionnelles au Cr VI sera réalisée à l'issue de l'installation afin de s'assurer que les techniciens peuvent travailler sans port d'EPI pour les voies respiratoires.
- Les échantillons de bain sont analysés sous sorbonnes au sein du laboratoire. L'exploitant a transmis le rapport de mesure (selon Norme XPX 15-203) de la sorbonne effectué par la société SIDPA le 12/02/2025 qui conclue à la conformité de l'appareil. Les opérations d'analyses sont effectués sans EPI pour les voies respiratoires du fait de l'état liquide et de la faible volatilité de l'échantillon.

En termes de gestion des déchets issus des bains de la ligne de chromatisation:

- Conformément au rapport de sécurité chimique, l'exploitant effectue, lors de la vidange du bain d'alodine 1200, une réduction en Chrome III par l'ajout de métabisulfite de sodium. Ces eaux de bains traitées sont stockées dans une cuve eaux usées acides, double peau, à l'extérieure du bâtiment, placée sur rétention tout comme l'aire de dépotage qui est reliée au bassin de confinement de 280 m³ du site. La cuve est vidangée par le prestataire ORTEC. L'inspection a pu consulter le bordereau de suivi des déchets dangereux (BSD) n°BSD-20260106-3FJHX3EHC du 08/01/2026 pour la récupération par ORTEC de près de 9,5 tonnes d'effluents acides, code déchets 11 01 06* avec traitement D9 F (élimination). Les eaux de rinçage sont traitées directement en code déchets 11 01 98* avec Chrome VI. L'inspection a pu consulter le BSD n°20260112-Q9ZEDFFDH du 16/01/2026 pour la récupération et le traitement par ORTEC, de 63 kg d'eau de rinçage.

En termes de formation du personnel et de prévention des opérations de maintenance/entretien sur la ligne de chromatisation:

- L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau de formation de ses employés, actualisé le 05/02/2026. Ce tableau indique spécifiquement les personnels formés ainsi que leur

niveau de formation pour les opérations nécessitant l'accès au stockage de Chrome VI et à la ligne de chromatation. L'exploitant précise que les nouveaux arrivants sur ces postes spécifiques bénéficient d'un compagnonnage le mois qui précède à une évaluation théorique avant habilitation par l'employeur. Seuls les personnels permanents de l'entreprise sont amenés à travailler sur ces postes. En fonction de leur niveau d'habilitation, les personnels bénéficient d'une formation au maintien des acquis tous les trois à cinq ans. Le suivi RH est directement effectué par le responsable de site. Un format d'audit interne est à l'étude afin d'effectuer également un suivi pratique des mesures de prévention par les agents.

En termes d'opérations de maintenance/entretien sur la ligne de chromatation, l'exploitant a transmis à l'inspection un modèle de permis de travaux spécifique, l'objectif du document étant d'effectuer une analyse des risques liée à la présence de Chrome VI pour certaines opérations effectuées en interne ou bien externalisées.

L'exploitant indique que la procédure est nouvelle et ce volet prévention CrVI avec édition d'un permis spécifique (similaire au principe du permis feu) n'a pas encore été abordé dans les plans de prévention établis avec les prestataires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de se conformer à l'article 2 de la décision C(2025)94 du 20/01/2025, l'exploitant a planifié l'installation d'une cabine de préparation dédiée à la mesure, le pesage et la préparation de solutions. Cette cabine permettra aux opérateurs d'effectuer lesdites opérations sous aspiration locale. L'exploitant doit transmettre sous deux mois à l'inspection, le bon de réception/installation de ladite cabine et sous trois mois le rapport de mesures des VLEP comprenant ce nouvel équipement.

De plus, l'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous deux mois également, une fiche de données de sécurité conforme comprenant les scénarios d'exposition.

Par ailleurs, l'inspection recommande à l'exploitant:

- de réaliser des audits d'évaluation interne du suivi des pratiques de prévention des risques liés à l'emploi du Chrome VI, en complément des évaluations théoriques;
- d'actualiser ses plans de prévention avec ses prestataires afin de prendre en compte l'édition des permis de travaux sur la ligne de chromatation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques et programmes de surveillance

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

Prescription contrôlée :

Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.

Constats :

Afin de se conformer aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019, l'exploitant a renforcé sa détection incendie en installant des sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans ses systèmes d'aspiration comprenant donc la ligne de chromatation.

En sus de l'élévation de température, le système contrôle en permanence la ventilation par aspiration locale et déclenche automatiquement l'alarme incendie en cas de dysfonctionnement de la ventilation par aspiration locale. L'alarme est retransmise à la société de télésurveillance qui contacte les astreintes voire les services de secours en cas d'absence de réponse de la part personnels d'astreinte de l'entreprise. L'entreprise fonctionne en 3x8 du dimanche soir au vendredi soir. Les différents bains dont le bain d'alodine 1200 de la ligne de chromatation sont ainsi chauffés (20°C à 25°C pour le bain d'alodine 1200) sur les heures d'activité. Aucun personnel n'est présent sur site du vendredi soir au dimanche soir.

En termes de surveillances des émissions atmosphériques, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de mesure n°1346311104-001-1 édité par l'APAVE (accréditation COFRAC n°1-7202) le 30/04/2025. Le rapport ne fait état d'aucune non-conformité relative aux émissions de Cr VI sur la ligne de chromatation (0 µg/m³).

L'exploitant précise que son aspiration ne dispose pas d'un système de filtration avant rejet. L'inspection rappelle que la décision d'autorisation ainsi que le rapport de sécurité chimique prescrivent l'installation de laveurs humides ou de filtres à air même si l'utilisateur aval prévoit une faible émission de Cr VI.

L'exploitant indique à l'inspection que la cabine de préparation, qui sera dotée d'une aspiration locale, fera également l'objet d'un suivi de mesure de rejet en Cr VI.

En termes de surveillance de l'exposition professionnelle, l'exploitant a transmis le rapport n°135152559-001-1 édité par l'APAVE le 10/10/2025. Le rapport ne fait d'aucun dépassement de la VLEP sur la ligne de chromatation. Un dépassement au niveau du laboratoire est noté. Cependant le prestataire justifie ce dépassement par une mauvaise répartition des points de mesure selon les tâches effectuées par l'opérateur (prélèvements/analyse du bain et appoint du bain d'alodine 1200). Il recommande ainsi de dissocier les deux tâches. Pour rappel, les opérations de préparation pour l'appoint du bain seront réalisées sous cabine d'aspiration (voir point de contrôle n°4 du présent rapport) dédiée et non plus dans le laboratoire, sous la sorbonne qui ne disposait pas de l'aspiration adéquate pour cette tâche (qui nécessite le port d'un masque avec filtre type P3).

La société GALVANOTEC ne rejette pas d'eaux résiduelles industrielles dans le réseau d'assainissement public.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous trois mois:

- un devis signé accompagné d'un échéancier pour l'installation d'une filtration adaptée au Cr VI sur le système d'aspiration de sa ligne de chromatation;
- le rapport de mesures d'exposition aux nuisances chimiques, dont Cr VI afin d'attester de l'absence de dépassement de VLEP sur la nouvelle cabine de préparation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Substitution

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55
Thème(s) : Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
Prescription contrôlée : Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
Constats : L'exploitant indique que certaines références peuvent désormais être traitées au SURTEC 650 (Cr III) pour se substituer au Cr VI. Cependant l'utilisation de Cr VI par la société GALVANOTEC découle des cahiers des charges de ses clients et du processus qualité qui ne permettent pas de remplacer les chromates dans la conversion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2012, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Principes généraux
Prescription contrôlée : L'exploitant met en oeuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers et au présent arrêté. [...] Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les alentours du bassin de confinement ne sont pas entretenus, la végétation s'étend sur une partie de la bâche pouvant impacter son intégrité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous deux mois, un reportage photographique afin de justifier de l'entretien des abords du bassin de confinement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois